

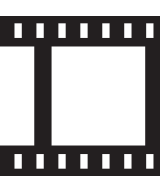


Le Monde interconnecté

Guide d'utilisation

**Élaboré par le
Fonds monétaire international
à utiliser avec la video**





Comment utiliser ce guide

Ce guide est destiné à faciliter l'utilisation, dans le cadre de cours d'économie et de relations internationales au niveau universitaire, d'un film de 40 minutes intitulé «Le Monde interconnecté», créé pour le Fonds monétaire international (FMI). Ce film se compose de quatre parties qui décrivent le rôle du FMI sous divers angles. Il peut être vu en une seule séance ou par segments.

Objectifs

Après avoir vu le film et en utilisant ce guide, les étudiants devraient être en mesure de :

- **Commenter l'évolution du rôle du FMI.** Décrire l'histoire de l'institution, depuis la création des institutions de Bretton Woods en 1944 et la recherche de solutions fondées sur la coopération au lendemain de la Seconde Guerre mondiale; comparer le rôle initial du FMI avec son rôle actuel et examiner les mesures qu'il prend pour promouvoir la stabilité financière et économique dans le monde à la suite de la crise de 2007-09.
- **Expliquer les effets de la crise économique mondiale.** Comparer les effets de la crise sur la Chine, le Ghana et la Pologne, en précisant pourquoi chaque pays a été touché différemment; débattre du rôle du FMI en tant que prêteur et conseiller respecté pendant la crise.
- **Définir des stratégies pour surmonter la crise.** Débattre des mesures prises en Chine, au Ghana et en Pologne pour assurer le progrès économique et une croissance durable; expliquer comment le FMI entend mettre en place un filet de sécurité financière mondial et décrire les travaux qu'il mène avec le G-20 (Groupe des principaux pays industrialisés et émergents) pour réduire les déséquilibres économiques mondiaux et favoriser une croissance mondiale durable.

Visionnage du film «Le Monde interconnecté» sur Internet

Pour toucher un public aussi large que possible avec son film «Le Monde interconnecté», le FMI a créé un site Internet, sur lequel les quatre parties du film peuvent être visionnées, ainsi que d'autres enregistrements vidéos s'y rapportant, notamment un entretien avec le producteur, Christopher Hird, et un lien avec la page Facebook du film (autre possibilité d'en visionner les quatre segments). D'autres informations liées au film seront affichées sur ce site au fur et à mesure qu'elles seront disponibles.

<http://www.theinterconnectedworld.com/>



- **Commenter la réforme de la gouvernance et expliquer pourquoi elle est importante.** Donner les raisons qui militent en faveur d'une plus grande participation de pays émergents tels que le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie au fonctionnement du FMI. Comment cette réforme rendra-t-elle le FMI plus efficace?



Qu'est-ce que le FMI?

En 1944, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les représentants de 45 gouvernements se sont réunis dans la ville américaine de Bretton Woods dans l'État du New Hampshire pour se mettre d'accord sur un nouveau cadre de coopération économique internationale. Ils estimaient qu'une nouvelle structure était nécessaire pour éviter le retour aux politiques économiques désastreuses qui avaient contribué à la Grande Dépression des années 30, puis au conflit mondial qui a suivi.

Le FMI est l'une des organisations internationales nées des réunions de Bretton Woods (les principales autres étant la Banque mondiale et l'institution qui est devenue Organisation mondiale du commerce).

Pour maintenir la stabilité et prévenir les crises dans le système monétaire international, le FMI examine les évolutions économiques et financières aux niveaux national, régional et mondial. Il donne des avis à ses 187 pays membres, les encourage à adopter des politiques de nature à favoriser la stabilité économique, à réduire leur vulnérabilité aux crises économiques et financières et à relever le niveau de vie. En outre, le FMI est une enceinte où sont débattues les conséquences nationales, régionales et mondiales des politiques des pays membres.

Le FMI met aussi des financements à la disposition des pays membres à titre temporaire pour les aider à régler leurs problèmes de balance

des paiements – c'est-à-dire lorsqu'ils se trouvent à court de devises parce que leurs paiements aux autres pays dépassent leurs recettes en monnaies étrangères. De plus, il organise des missions de formation et d'assistance technique dans les pays membres pour les aider à se doter des compétences et des institutions dont ils ont besoin pour assurer la stabilité et la croissance économiques.

Le nombre de pays membres du FMI a nettement augmenté dans les années 60 lorsque les anciens territoires coloniaux ont rejoint l'institution après avoir acquis leur indépendance, puis à nouveau dans les années 90, lorsque les pays de l'ex-Union soviétique sont devenus membres. L'arrivée des nouveaux membres, dont les besoins différaient de ceux des pays fondateurs, a nécessité un processus d'adaptation qui se poursuit aujourd'hui.

L'encadré qui suit présente les principales caractéristiques du FMI en tant qu'organisation.



Le FMI en un clin d'œil

- **Nombre de pays membres** : 187
- **Siège** : Washington, États-Unis
- **Conseil d'administration** : 24 administrateurs représentant un ou plusieurs pays
- **Directeur général** : Dominique Strauss-Kahn (France), depuis 2007
- **Nombre d'employés** : environ 2.500 venant de 160 pays
- **Total des quotes-parts (souscriptions des pays membres)** : 340 milliards de dollars
- **Autres ressources annoncées ou engagées** : 600 milliards de dollars
- **Engagements de prêts** : 254 milliards de dollars, dont 190 milliards n'ont pas été tirés
- **Emprunteurs les plus importants (encours du crédit)** : Roumanie, Ukraine, Grèce
- **Bilan de santé économique des pays membres** : réalisé pour 120 pays pendant l'exercice clos en avril 2010, avec publication volontaire des résultats par 111 d'entre eux (au 30 avril 2010)
- **Assistance technique (aide sur le terrain en matière d'administration et de formation)** : 192,5 personnes-années (pour l'exercice clos en avril 2010)
- **Centres d'assistance technique** : sept, un dans chacune des régions suivantes : Pacifique, Caraïbes, Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Moyen-Orient et Amérique centrale
- **Bureaux de représentants résidents** : services résidents basés dans 75 pays
- **Objectifs d'origine** : l'article premier des Statuts du FMI, fondement juridique des activités de l'institution, en fixe les principaux buts :
 - promouvoir la coopération monétaire internationale;
 - faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international;
 - promouvoir la stabilité des changes;
 - aider à établir un système multilatéral de règlement des transactions courantes;
 - mettre temporairement (moyennant des garanties adéquates) des ressources à la disposition des pays membres qui ont des difficultés de balance des paiements.

Note : Toutes les informations datent de janvier 2011, sauf indication contraire.

Thèmes de discussion

1. Comme le note le texte, le FMI (ainsi que d'autres institutions qui ont pour rôle de renforcer la coopération et la coordination au niveau mondial) a été créé en grande partie en réaction à la Grande Dépression et à la Seconde Guerre mondiale. Dans quelle mesure la stabilité économique, qui est la raison d'être du FMI, contribue-t-elle à éviter les conflits à grande échelle comme les deux guerres mondiales? Quels autres types de catastrophe l'existence d'une institution telle que le FMI peut-elle aider à prévenir ou à contenir?
2. Quels sont les avantages de disposer d'une institution comme le FMI, qui a pour objectif de promouvoir la stabilité économique mondiale? Existe-t-il aussi des inconvénients à son existence? Dans quelle mesure pourriez-vous changer d'avis sur ces questions si vous étiez a) le gouverneur de la banque centrale d'une économie avancée telle que les États-Unis ou le Royaume-Uni; b) un des dirigeants d'une économie émergente telle que l'Inde ou la Chine; c) un décideur dans un pays à faible revenu tel que l'Éthiopie ou le Nicaragua?
3. Pourquoi est-il nécessaire d'avoir une institution mondiale pour accorder des prêts, comme le fait le FMI, aux pays qui éprouvent des difficultés de balance des paiements? Pourquoi les autres sources de financement disponibles (basées sur le marché) ne constituent-elles pas une solution satisfaisante pour un pays qui connaît ce type de difficultés?
4. En quoi le travail du FMI vous concerne-t-il personnellement ainsi que votre entourage dans votre vie quotidienne? Autrement dit, quels avantages tangibles les habitants de la planète retirent-ils des activités que le FMI mène au niveau mondial en vue de promouvoir la stabilité économique?

Les institutions internationales dans le monde interconnecté

Les liens économiques et financiers qui existent entre les pays dans notre monde de plus en plus globalisé ont apporté des avantages considérables, mais ils ont aussi eu des effets déstabilisants. Parmi les principales tendances économiques et financières de la mondialisation, on peut citer les suivantes :

- **Expansion du commerce mondial.** Un nombre croissant de pays – depuis les anciens pays communistes jusqu'aux pays en développement d'Asie – sont entrés dans le système commercial mondial en éliminant les obstacles aux échanges de biens et de services, dont la valeur est passée de 42 % de la production mondiale en 1980 à 64 % en 2008, avant de tomber à 54 % en 2009.
- **Développement des marchés émergents.** Les marchés émergents, pays à revenu intermédiaire qui se sont intégrés rapidement aux marchés mondiaux depuis le milieu des années 80, sont ceux qui ont enregistré la plus forte croissance pendant la décennie écoulée; ayant gagné à la fois en vigueur et en stature, ils ont aidé le monde à se relever de la crise mondiale de 2007-09 qui a particulièrement éprouvé les économies avancées.
- **Augmentation des flux internationaux de capitaux.** Les flux transfrontaliers de fonds

ont connu une augmentation sans précédent ces trente dernières années. Entre 1980 et 1995, ils représentaient de 2 % à 6 % du PIB mondial. Ce chiffre s'est hissé jusqu'à 17 % en 2007, avant que n'éclate la crise mondiale.

- **Déséquilibres mondiaux.** L'intégration accrue des marchés financiers s'est traduite par des flux de capitaux des pays avancés vers les pays émergents, ce qui a entraîné de lourds déficits du compte courant de pays tels que les États-Unis et des excédents considérables en Asie et dans les pays pétroliers. Pour que la croissance mondiale soit à la fois vigoureuse et équilibrée, il faut réduire ces déséquilibres, en faisant en sorte que les pays excédentaires stimulent leur demande intérieure et les pays déficitaires encouragent l'épargne.

Les organisations internationales telles que le FMI jouent un rôle important en soutenant les mesures prises dans un esprit de collaboration pour affronter les défis économiques et financiers engendrés par notre interdépendance croissante. Le FMI aide les économies à gérer ou atténuer la volatilité induite par la multiplicité des interconnexions économiques à l'échelle mondiale. Il le fait en effectuant un travail d'analyse, en offrant des avis aux autorités nationales et en accordant des prêts aux pays qui ont des difficultés financières. Sa tâche consiste à trouver des solutions aux problèmes économiques et financiers pour le bien de tous, puis à convaincre les gouvernements et les pays souverains qu'ils ont tout intérêt à les mettre en œuvre. Les activités qu'il a menées pendant la crise de 2007-09 sont une bonne illustration du rôle de l'institution.



Le nouveau FMI

Tandis que l'économie mondiale peine à retrouver le chemin de la croissance et à créer des emplois après la pire crise que le monde ait connu depuis la Grande Dépression, le FMI connaît une profonde transformation. Pendant la crise, il s'est mobilisé sur de nombreux fronts pour épauler les pays membres. Il a accru ses prêts, mis à profit son expérience internationale pour conseiller des solutions, appuyé la coordination des politiques économiques au niveau mondial et réformé la façon dont il prend ses décisions. Aujourd'hui, c'est une institution qui est davantage en phase avec les besoins de ses pays membres.

■ **Accroissement des prêts en temps de crise.**

Le FMI a réagi rapidement à la crise : il a engagé plus de 250 milliards de dollars de prêts en 2010, ce qui constitue un record. Cette somme inclut une nette augmentation des prêts concessionnels (prêts bonifiés, assortis de taux inférieurs à ceux du marché) aux pays les plus pauvres du monde.

■ **Une plus grande souplesse en matière de prêt.**

Le FMI a réaménagé son système de prêt pour mieux l'adapter aux besoins des différents pays. Il travaille aussi de concert avec des institutions régionales pour élargir le filet de sécurité financière afin de prévenir de nouvelles crises.

■ **Travail d'analyse et formulation d'avis.** Comme cela est expliqué à la section 4, le FMI est très sollicité, notamment par le G-20, pour effectuer un travail de surveillance, établir des prévisions et formuler des avis en se plaçant dans une perspective mondiale et en mettant à profit son expérience des crises passées.

■ **Les leçons de la crise.** Le FMI participe aux efforts déployés à l'échelle internationale pour tirer les enseignements de la crise du point de vue de la politique économique, de la réglementation et de la réforme de l'architecture financière mondiale.

■ **Une réforme historique de la gouvernance.** Les pays membres du FMI ont décidé de rehausser sensiblement la participation des économies émergentes et en développement dynamiques dans la prise de décision au sein de l'institution (en transférant 6 % des quotes-parts à ces pays membres, en plus du transfert de 3 % de 2008), tout en préservant celle des pays à faible revenu (moyennant un doublement des quotes-parts; voir la section 5).

Thèmes de discussion

1. On a vu dans la section précédente que la volonté d'empêcher une nouvelle guerre mondiale avait joué un rôle important dans la création du FMI. En quoi l'interdépendance économique croissante des pays du monde contribue-t-elle aussi à la réalisation de cet objectif?
2. Quelles sont les conséquences de l'augmentation des flux transfrontaliers de capitaux et des déséquilibres mondiaux pour la stabilité économique internationale? Ces derniers rendent-ils une organisation telle que le FMI plus ou moins nécessaire et pourquoi?
3. En quoi, après les réformes engagées en réponse à la crise de 2007-09, le FMI est-il mieux équipé pour aider les pays du monde à surmonter la prochaine crise?



Une nouvelle conception de la politique de prêt

Un pays qui, en raison de graves difficultés financières, n'est pas en mesure de s'acquitter de ses obligations envers les autres pays met en péril la stabilité du système financier international, dont la protection est la raison d'être du FMI. Tout pays membre, quel que soit son niveau de revenu, peut se tourner vers le FMI pour obtenir un financement si sa balance des paiements le nécessite — c'est-à-dire s'il n'arrive pas à se financer à des conditions abordables sur les marchés de capitaux pour s'acquitter de ses paiements internationaux et maintenir ses réserves à un niveau suffisant.

Les prêts du FMI ont trois objectifs principaux :

- Ils peuvent aider les pays à limiter les effets perturbateurs de leur ajustement économique ou à éviter un défaut de paiement qui pourrait être extrêmement coûteux pour le pays lui-même et, par effet de contagion, pour d'autres pays.
- Les prêts du FMI jouent un rôle catalyseur en suscitant d'autres financements. En effet, un programme appuyé par le FMI signale qu'un pays a adopté des politiques économiques saines, ce qui renforce sa crédibilité et accroît la confiance des investisseurs.
- Les prêts du FMI peuvent aider à prévenir les crises. La meilleure façon de résoudre les problèmes économiques et financiers

est de les tuer dans l'œuf avant qu'ils ne se transforment en véritable crise.

Pendant la crise économique mondiale de 2007–09, de nombreux pays, de l'Islande à l'Angola, ont sollicité l'assistance du FMI. Depuis le début de la crise, le FMI a engagé plus de 250 milliards de dollars sous forme de prêts à ses pays membres, ce qui constitue un record historique.

Pourtant, nombre de pays ont hésité à faire appel au FMI. Cette réticence est imputable en partie à la crise asiatique de 1997–98. En effet, à l'époque, beaucoup de personnes avaient énormément souffert de la crise et avaient reproché au FMI d'avoir assorti ses prêts de conditions trop draconiennes.

Le FMI a tiré d'importantes leçons de la crise asiatique. Il est conscient en particulier que, même si des mesures difficiles s'imposent pour remédier à de graves problèmes économiques et pour atteindre les objectifs de ses programmes, il doit être plus attentif à leur impact social.

Le FMI a appliqué cette leçon, entre autres, à ses programmes de prêts les plus récents. En outre, dès le début de la crise de 2007–09, il a entrepris une refonte majeure de ses politiques de prêt. En particulier, il a créé la ligne de crédit modulable pour les pays qui ont fait leurs preuves



en appliquant de saines politiques économiques (voir encadré). Une fois qu'un pays remplissant les conditions requises est admis à bénéficier de cette ligne de crédit, il peut y faire appel en cas de besoin et recevoir un prêt sans avoir à atteindre des objectifs particuliers, comme c'est le cas dans les programmes traditionnels appuyés par le FMI.



Thèmes de discussion

1. Pourquoi un pays qui n'est pas en mesure de s'acquitter de ses obligations envers un autre pays constitue-t-il une menace pour la stabilité financière internationale? Quelles conséquences sont à prévoir si ce pays n'a pas accès à une source de financement viable où il puisse emprunter des fonds nécessaires pour s'acquitter de ses obligations?
2. Pourquoi la perspective d'un prêt du FMI à un pays rassure-t-elle les autres prêteurs et investisseurs potentiels?
3. Pourquoi était-il important que le FMI revoie sa politique de prêt à la lumière des leçons tirées de la crise asiatique? Pourquoi est-il problématique qu'un pays hésite à s'adresser au FMI pour obtenir l'aide dont il a besoin?
4. Si une institution mondiale telle que le FMI n'existait pas, quelles possibilités auraient les pays de se prémunir contre une crise? En quoi ces possibilités peuvent-elles nuire à la stabilité mondiale ou à la croissance économique de ces pays eux-mêmes?

Les politiques de prêt du FMI

Les programmes de prêt du FMI sont adaptés à la situation particulière des pays qui y ont recours. Ces dernières années, les concours ont été attribués surtout par le biais d'accords de confirmation, conçus pour répondre aux difficultés de balance des paiements à court et à moyen termes. Les prêts accordés à ce titre sont assortis de taux d'intérêt qui, bien que basés sur ceux du marché, restent inférieurs aux taux que les pays obtiendraient s'ils se finançaient sur le marché privé.

La mondialisation a certes grandement accru l'ampleur des flux de capitaux privés, mais l'accès au financement peut être inégal. Nombre de pays émergents, par exemple, n'ont pas actuellement la possibilité de s'assurer contre les effets que peuvent avoir les flux de capitaux en raison de leur ampleur et de leur volatilité. La crise économique mondiale de 2007–09 a mis en relief l'importance d'un dispositif solide de sécurité financière à l'échelle mondiale.

Pour renforcer ce dispositif, le FMI a simplifié dès le début de la crise les conditions de ses aides et il a réaménagé ses mécanismes de prêt afin qu'ils correspondent mieux aux besoins des pays membres. Il a ainsi mis en place deux nouveaux instruments de prêt, la ligne de crédit modulable et la ligne de crédit de précaution, qui offrent un filet de sécurité financière aux pays membres admis à en bénéficier.

Compte tenu de l'évolution de la situation économique des pays à faible revenu et de leur vulnérabilité accrue suite à la crise, le FMI a aussi renforcé le soutien qu'il leur apporte. Il a remanié ses instruments de prêt, surtout pour pouvoir épauler plus directement les pays qui requièrent une aide à brève échéance ou en urgence. Il va aussi plus que doubler les ressources à la disposition des pays à faible revenu, ce qui en portera le total à 17 milliards de dollars d'ici à 2014. Jusqu'en 2011, tous les prêts concessionnels seront accordés à taux d'intérêt zéro.

Le FMI aide les pays à élaborer de meilleures politiques et à prévenir les crises

Comme cela est indiqué dans la section précédente, l'économie mondialisée d'aujourd'hui, dans laquelle la politique économique d'un pays peut influencer sur de nombreux autres pays, exige une coopération internationale pour résoudre des problèmes tels que la crise de 2007–09.

Dans le cadre de sa mission de surveillance du système monétaire international, le FMI suit les politiques économiques et financières de ses pays membres, au niveau national (c'est la «surveillance bilatérale») et au niveau de l'économie mondiale dans son ensemble (c'est la «surveillance multilatérale»).

La surveillance bilatérale est un processus continu dont le point d'orgue prend la forme de consultations qui ont lieu à intervalles réguliers – généralement tous les ans – avec chaque pays membre. Ces discussions sont connues sous le nom de «consultations au titre de l'article IV», car elles sont prévues par l'article IV des Statuts du FMI. Pendant ces consultations, une équipe d'économistes du FMI se rend dans un pays pour évaluer les politiques économiques et financières de celui-ci et en discuter avec les autorités et les responsables de la banque centrale. En outre, les membres des missions du FMI s'entretiennent fréquemment avec des parlementaires et des

représentants des entreprises, des syndicats et de la société civile. Dans le cadre de la surveillance bilatérale, le FMI est aussi en rapport avec des groupes économiques régionaux, tels que la zone euro, l'Union économique et monétaire ouest-africaine et l'Union monétaire des Caraïbes orientales. Depuis la crise économique mondiale, le FMI est plus attentif à l'impact des politiques d'un pays ou d'un groupe de pays sur les autres.

Le FMI analyse aussi de manière approfondie les tendances et l'évolution de l'économie mondiale; c'est ce que l'on appelle la surveillance multilatérale. Ses principales publications sont trois rapports semestriels : les *Perspectives de l'économie mondiale (PEM)*, le Rapport sur la stabilité financière dans le monde (*GFSR*) et le *Fiscal Monitor* (moniteur des finances publiques). Les *PEM* analysent en détail l'état de l'économie mondiale en accordant une attention particulière aux questions revêtant une importance immédiate. Le *GFSR* présente une évaluation des toutes dernières tendances observées sur les marchés financiers mondiaux et de leur évolution envisageable, en mettant en relief les déséquilibres et les facteurs de vulnérabilité qui pourraient menacer la stabilité des marchés. Le *Fiscal Monitor* passe en revue et analyse l'évolution récente des finances publiques, actualise les conséquences budgétaires de la crise économique mondiale ainsi que les projections budgétaires à moyen terme et évalue les politiques qui permettraient de remettre les finances publiques sur une trajectoire plus viable.



Le FMI et le G-20

Pendant la crise économique mondiale de 2007–09, le G-20 a joué un rôle de premier plan sur la scène économique mondiale.

Le G-20 rassemble les dirigeants, les ministres des finances et les gouverneurs de banques centrales de 19 économies avancées et émergentes (voir tableau). L'Union européenne, représentée par la présidence tournante du Conseil et la Banque centrale européenne, en est également membre. Pour assurer la collaboration entre les enceintes et les institutions économiques mondiales, le Directeur général du FMI participe aux réunions du G-20, aux côtés de représentants de plusieurs autres organisations internationales.

Dès le premier sommet des chefs d'État et de gouvernement du G-20 qui s'est tenu à Washington en novembre 2008, les dirigeants ont demandé au FMI d'appuyer leurs travaux dans un certain nombre de domaines afin d'encourager la reprise économique mondiale et de maintenir la stabilité économique et financière mondiale.

En 2009, ils ont demandé au FMI de compléter ses travaux par une analyse visant à déterminer si les politiques des pays membres étaient collectivement compatibles avec une croissance durable et équilibrée de l'économie mondiale. Le processus d'évaluation mutuelle (PEM) constitue une nouvelle conception de la collaboration en matière de politique économique. Le FMI réalise l'analyse technique sur laquelle se fonde le PEM pour évaluer la compatibilité des politiques des pays membres — et déterminer si, collectivement, elles sont conformes à l'objectif du G-20, qui est de rétablir un certain équilibre au sein de l'économie mondiale.

Des efforts sont en cours pour renforcer la surveillance du FMI. Parmi les mesures prises récemment, on citera :

- l'institution d'un examen obligatoire des 25 premières places financières du monde;
- l'établissement de rapports sur les effets des politiques menées par les principales économies sur celles d'autres pays;
- l'élaboration de rapports thématiques transversaux dont l'objectif est de faire bénéficier de l'expérience acquise les pays se trouvant dans des situations comparables.

Thèmes de discussion

1. Dans quelle mesure les pays bénéficient-ils de l'évaluation externe de leurs politiques économiques et financières, telle que celle qui a lieu lors des consultations au titre de l'article IV du FMI? Pouvez-vous citer des cas spécifiques dans lesquels cette évaluation peut être particulièrement utile ou importante?
2. En quoi les changements apportés récemment à la surveillance exercée par le FMI sont-ils l'expression des enseignements que le monde a tirés de la crise économique de 2007–09? Par exemple, que nous a appris la crise sur la nécessité d'un examen obligatoire des principales places financières? Pourquoi l'évaluation des effets de la politique économique d'un pays sur les autres pays a-t-elle gagné en importance au lendemain de la crise?



Pays membres du G-20

Afrique du Sud	Chine	Japon
Allemagne	République de Corée	Mexique
Arabie Saoudite	États-Unis	Royaume-Uni
Argentine	France	Russie
Australie	Inde	Turquie
Brésil	Indonésie	Union européenne
Canada	Italie	

La prise de décision au FMI

Au cours de ses 65 années d'existence, le FMI a évolué au rythme de l'économie mondiale, ce qui lui a permis de préserver son rôle central dans l'architecture financière internationale. À la différence, par exemple, de l'Assemblée générale des Nations Unies, où chaque pays détient une seule voix, le processus de prise de décision au FMI (et donc la manière dont les voix y sont réparties) a été conçu de façon à tenir compte de la position relative de chaque pays membre dans l'économie mondiale. Chaque pays membre se voit ainsi attribuer une «quote-part» qui détermine le montant maximal des ressources financières qu'il s'engage à fournir au FMI, ainsi que le nombre de voix dont il dispose au sein de l'institution.

Pour mener ses activités avec efficacité et voir sa légitimité reconnue, le FMI doit être perçu comme œuvrant dans l'intérêt de tous ses pays membres. Il est donc essentiel que sa structure décisionnelle (ce qu'on appelle la «gouvernance» de l'institution) reflète fidèlement la structure évolutive de l'économie mondiale et assure une représentation appropriée des petits pays.

Lors de sa nomination en 2007, le Directeur général actuel du FMI, Dominique Strauss-Kahn, s'est engagé à placer la réforme de la gouvernance au premier rang des priorités de son mandat, afin d'assurer que la structure décisionnelle de

l'institution reflète mieux le rôle grandissant que jouent aujourd'hui les pays émergents et en développement dans l'économie mondiale.

Après des années d'inlassables travaux sur la recherche d'un compromis propre à satisfaire une majorité des pays membres du FMI, un accord sur la réforme de la structure décisionnelle du FMI a été trouvé en novembre 2010.

Cet accord prévoit un doublement sans précédent des quotes-parts des membres du FMI et un transfert supplémentaire de 6 % des quotes-parts au profit des pays en développement et émergents les plus dynamiques, rendu possible





essentiellement par la réduction des quotes-parts de plusieurs économies avancées et pays producteurs de pétrole. Venant s'ajouter aux réformes arrêtées en 2008, cette décision porte à 9 % la proportion des quotes-parts transférée aux pays en développement et émergents les plus dynamiques.

Thèmes de discussion

1. À votre avis, la structure décisionnelle du FMI serait-elle plus, ou moins équitable si elle reposait sur un modèle semblable à celui des Nations Unies, où tous les pays ont le même nombre de voix? Dans ce cas, comment le degré d'adhésion des différents groupes de pays au travail du FMI (pays à faible revenu, pays émergents et pays avancés) s'en trouverait-il modifié, et dans quelle mesure ce système influencerait-il sur la capacité de l'institution à exercer sa mission?
2. Quels problèmes se posent lorsqu'une institution telle que le FMI souhaite modifier sa structure décisionnelle? Quels éléments les responsables doivent-ils prendre en compte avant d'adopter les décisions nécessaires? Quels sont les différents groupes concernés, et pour chacun, quelles sont les exigences à prendre en compte lors de la révision de la structure décisionnelle?

Ce rééquilibrage des quotes-parts va permettre au Brésil, à la Chine, à l'Inde et à la Russie de faire partie des dix principaux actionnaires du FMI. D'autres pays émergents dynamiques vont aussi voir augmenter leur quote-part tandis que sera préservée la représentation des pays à faible revenu.

La Chine, locomotive de l'économie mondiale

La croissance spectaculaire de la Chine ces trente dernières années (voir encadré) l'a propulsée de la catégorie des pays les plus pauvres au rang de deuxième puissance économique mondiale. Cette croissance s'accompagne néanmoins de sérieux défis et la Chine doit aujourd'hui entretenir sa croissance économique sans remettre en question son enviable réussite.

Si l'économie de la Chine est aujourd'hui une économie de marché, elle demeure aux mains de l'État, ce qui a été particulièrement évident dans sa riposte à la crise économique mondiale de 2007-09. Un plan de relance monumental de l'État — relance budgétaire, financière et monétaire — a protégé



l'économie chinoise des pires conséquences de la récession économique dans le monde. Par ses dépenses en infrastructures routières et autres ainsi que dans le domaine de la santé, le gouvernement chinois a soutenu la production nationale alors que les exportations s'effondraient, ce qui a permis au pays de maintenir son objectif de croissance.

La crise a attiré l'attention sur ce qui est peut-être le principal défi pour l'économie chinoise : comment réduire sa dépendance à l'égard de la demande extérieure de marchandises chinoises. En

règle générale, les Chinois renoncent à consommer afin d'épargner — pour la retraite, les aléas de santé, l'éducation —, d'où un taux de consommation intérieure parmi les plus faibles jamais enregistrés.

Conscientes qu'elles doivent rééquilibrer la croissance en réduisant cette forte dépendance à l'égard des exportations, les autorités chinoises encouragent les ménages à consommer tout en développant le secteur des services. L'État a récemment accru ses dépenses sociales pour stimuler la consommation intérieure, doper le commerce de détail et rehausser la demande intérieure. Cependant, ce réaménagement du modèle de croissance devra peut-être aussi être accompagné de la mise en place d'institutions formelles pour redonner confiance aux investisseurs et aux consommateurs.

La réussite économique du pays soulève aussi d'autres questions. La prospérité apportée par l'économie de marché s'est accompagnée d'une nette aggravation des inégalités — c'est-à-dire de l'écart de revenu entre les plus riches et les plus pauvres —, situation pratiquement inconnue dans l'économie planifiée. La croissance économique entraîne une concurrence féroce sur le marché du travail, et les travailleurs migrants, essentiellement issus du monde rural, éprouvent une certaine insatisfaction à l'égard des conditions de travail et de rémunération. À mesure que le PIB continue de croître, les contraintes de ressources s'accroissent, notamment dans les domaines de l'énergie et de l'environnement.

La réussite chinoise a aussi une incidence sur le reste du monde. La prise de conscience progressive

que la croissance et la politique économiques de la Chine ne sont pas sans conséquence pour les autres pays, qui doivent procéder à des ajustements, pourrait pousser certains à considérer la Chine comme une menace. Le FMI peut jouer un rôle essentiel en servant de forum pour débattre des enjeux et permettre à la communauté internationale de mieux comprendre la Chine et à la Chine de mieux comprendre le reste du monde.



La réussite de l'économie chinoise

Depuis qu'elle a commencé à délaisser le système de planification centralisée à la fin des années 70, l'économie de la Chine a connu un taux de croissance annuel de 9,5 % en moyenne, ce qui signifie qu'elle double de taille environ tous les huit ans. Le taux de pauvreté a ainsi considérablement baissé, passant de 53 % de la population au début des années 80 à environ 8 % aujourd'hui. Étant donné l'importance de la population chinoise (près de 1,3 milliard d'habitants), ce sont quelque 400 millions de personnes qui sont sorties de la pauvreté en trente ans.

Le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché a présenté d'énormes défis à la Chine et le FMI a joué un rôle constructif dans le processus de réforme. Grâce à son expérience de ce type de transition, il a proposé ses conseils à la Chine dans le cadre d'une relation étroite et positive sur de nombreuses années.

On peut s'étonner, vu la taille de son économie et son taux de croissance impressionnant, que la Chine soit en général considérée comme un pays en développement qui risque de le rester pendant un certain temps encore. Les principales appréhensions à cet égard sont caractéristiques des pays en développement; on craint que la Chine ne réussisse pas à maintenir sa croissance ou à extraire le reste de sa population de la pauvreté. Le FMI salue et continue de soutenir les efforts déployés récemment par le gouvernement chinois pour développer le régime de retraite et améliorer le système public de santé.

Thèmes de discussion

1. Si vous étiez un dirigeant chinois, à quel problème naissant exposé dans le film vous attaqueriez-vous en priorité : dépendance à l'égard des recettes d'exportation, augmentation des inégalités de revenu, insatisfaction devant les conditions de travail, contraintes de ressources? Lesquels placeriez-vous en deuxième, troisième, et quatrième positions? Pourquoi?
2. Le film évoque le malaise provoqué dans certains pays par les retombées de la croissance chinoise et indique que le FMI pourrait contribuer à dissiper certaines de ces craintes. À votre avis, quelle pourrait être la contribution du FMI à cet égard? Selon vous, quelles autres possibilités s'offrent aux responsables chinois et aux dirigeants des pays touchés par cet effet de contagion pour surmonter ce problème?
3. Quels enseignements tirer de la transformation économique chinoise pour d'autres pays? Quels sont à votre avis les éléments de réussite de la Chine transposables à d'autres pays? Quels sont ceux qui sont strictement spécifiques au contexte chinois?

Prévisions des principaux indicateurs de la Chine (en pourcentage)

	2010	2011
PIB	10,5	9,6
Prix à la consommation	3,5	2,7

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* (octobre 2010).



Le pétrole va-t-il faire du Ghana un pays à revenu intermédiaire?

Le Ghana est en passe de franchir une étape ambitieuse en devenant un pays à revenu intermédiaire. Les vastes réserves de pétrole découvertes en 2007 au large des côtes permettraient, si elles sont utilisées de façon stratégique, de consolider sa position de pays prospère à revenu intermédiaire.

D'après l'expérience d'autres pays, transformer la richesse pétrolière en améliorations durables du niveau de vie de la population est techniquement réalisable, mais exigera une bonne dose de discipline et de volonté tant de la part du gouvernement que de la population du Ghana. Tout d'abord, il faudra optimiser les avantages tirés de l'investissement des revenus pétroliers pour transformer l'économie de façon pérenne sur les 10 à 15 années d'existence des réserves prouvées de pétrole. D'après les experts, il existe deux moyens d'y parvenir : aider les petits exploitants agricoles et renforcer la population active en rehaussant les compétences.

Le développement de l'agriculture, notamment par l'amélioration de l'accès des petits exploitants aux mécanismes de crédit et autres services financiers, est considéré par beaucoup comme un investissement indispensable pour transformer le Ghana. En effet, il permettrait d'atteindre plusieurs des résultats recherchés : faire reculer le chômage en zone rurale, augmenter la capacité de production de denrées alimentaires et de produits agricoles de base et créer éventuellement une nouvelle source de croissance reposant sur les exportations. Le développement du secteur agricole accompagnerait les efforts déployés actuellement par le gouvernement pour soutenir son secteur d'exportation traditionnel, à savoir celui des cultures de rapport, telles que le cacao. Le pays s'emploie ainsi à mettre en place des mesures (en réaction au boom pétrolier) qui aideront à sauvegarder le secteur du cacao.

Le Ghana a une population jeune. Les recettes pétrolières offrent au pays l'occasion d'investir

dans le capital humain de toute la nation pour assurer son avenir. Il est essentiel que le maximum de citoyens participe au programme pétrolier ou bénéficie des avantages qui en découlent. Cette manne pourrait ainsi servir à développer les possibilités de formation et d'éducation des jeunes. Il faut aussi former la population locale pour pourvoir les postes dans l'industrie pétrolière.

Pour pérenniser cette évolution favorable et assurer la stabilisation générale de l'économie à moyen terme, il faudra réduire les déficits budgétaires et les emprunts qui y sont liés. Bien que l'important déficit budgétaire ait déjà été réduit en 2009, il semble avoir recommencé à se creuser en 2010, contrairement aux objectifs de réduction fixés par le gouvernement (voir encadré). Pour 2011, il sera important de remettre le déficit budgétaire sur une trajectoire de baisse régulière de façon à apaiser les inquiétudes suscitées par l'endettement public. Le Ghana et le FMI examinent actuellement les moyens de réduire les déficits prévus en freinant l'augmentation des dépenses et en mobilisant plus de recettes intérieures.



La transformation économique du Ghana

Le fait qu'un pays soit doté d'une précieuse ressource naturelle, même en grandes quantités, n'entraîne pas en soi sa transformation économique. Le Ghana disposait depuis des années de réserves d'or considérables sans que cela n'ait mené aux niveaux de croissance économique auxquels aspirent les Ghanéens. Les perspectives économiques du pays semblent néanmoins plus favorables aujourd'hui (voir tableau), puisqu'elles laissent entrevoir une hausse du PIB et une évolution modérée des prix.

D'après les prévisions, lorsque le gisement de pétrole offshore sera exploité à plein, cela permettra de développer l'économie ghanéenne de 6 % à 7 % et d'accroître les recettes fiscales de l'État de 3½ % du PIB, ce qui apportera un complément important au montant encore faible des impôts actuellement recouverts (environ 15 % du PIB) et permettra au Ghana de faire face à ses besoins urgents de financement et à ses problèmes économiques immédiats.

Le déficit budgétaire, qui a été en moyenne de l'ordre de 3 % du PIB de 2002 à 2005, a commencé à se creuser brutalement en 2006 pour dépasser 8 % du PIB en 2008, avant de retomber en-dessous de 6 % en 2009. Fin 2008, la situation macroéconomique du pays s'était nettement détériorée : outre d'énormes déficits budgétaires le pays subissait une inflation de plus de 10 % et à un déficit commercial record (avoisinant 20 % du PIB) engendrés par la crise alimentaire et énergétique de 2007. À la fin de 2008, le pays a aussi commencé à ressentir les effets de la crise financière mondiale. Ces difficultés ont suscité l'ouverture de discussions avec le FMI, qui ont abouti à un nouveau programme de prêt de plus de 600 millions de dollars.

Cet accord triennal prévoit l'apport de ressources financières pour stabiliser l'économie et un surcroît d'assistance technique. La plupart des Ghanéens reconnaissent que, malgré les hauts et les bas qu'ont connus les relations entre leur pays et le FMI, il fait peu de doute que le programme était nécessaire et qu'il montre au pays la voie vers un avenir de stabilité et de progrès.

Prévisions des principaux indicateurs économiques du Ghana (en pourcentage)

	2010	2011
PIB	5,0	9,9
Prix à la consommation	10,6	8,8

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* (octobre 2010).

Thèmes de discussion

1. Comme le montre le film, le Ghana va devoir prendre des décisions sur la façon d'utiliser les recettes issues de la récente découverte de pétrole pour améliorer la vie de ses citoyens et transformer son économie à long terme. Si vous étiez un dirigeant ghanéen, comment feriez-vous pour convaincre vos compatriotes de renoncer à des mesures à court terme au profit de mesures qui garantissent des améliorations à plus long terme (et qui sont parfois difficiles à faire accepter)?
2. Le film suggère deux types d'utilisation des ressources pétrolières du Ghana pour améliorer la vie des citoyens à long terme : développer le secteur agricole national et investir dans la formation des jeunes et des moins jeunes. L'une de ces deux solutions vous paraît-elle plus susceptible que l'autre de produire les résultats recherchés? Dans l'affirmative, laquelle et pourquoi? Existe-t-il à votre avis d'autres façons d'utiliser les recettes pétrolières pour atteindre l'objectif visé, à savoir l'amélioration à long terme de l'économie ghanéenne?
3. Étant donné que le pays va sans doute avoir bientôt à sa disposition d'abondantes recettes pétrolières, pourquoi, à votre avis, le FMI a-t-il fortement conseillé au Ghana de maîtriser son déficit budgétaire? S'il ne le faisait pas, dans quelle mesure cela risquerait-il de remettre en question la possibilité qu'offre la manne pétrolière de transformer non seulement l'économie nationale mais aussi la vie de tous les citoyens?
4. Dans quelle mesure les problèmes qui se posent au Ghana alors qu'il s'apprête à gérer l'accroissement imminent de ses recettes après la découverte de réserves pétrolières, sont-ils des problèmes auxquels se trouverait confronté n'importe quel autre pays qui connaîtrait une augmentation subite de ses revenus ou de ses ressources? Quels sont les éléments qui, à votre avis, sont spécifiques au contexte ghanéen?

La Pologne : un exemple de croissance durable réussie

La Pologne a été le seul pays de l'Union européenne à ne pas connaître de ralentissement économique au cours de la crise financière mondiale de 2007–09 et est un exemple de réussite économique en pleine récession mondiale. Malgré les craintes initiales de voir la récession de la zone euro (première destination des exportations polonaises) entraîner aussi la Pologne dans son sillage, l'économie polonaise s'en est beaucoup mieux sortie que celle des autres pays européens.

L'économie intérieure de la Pologne est vaste et le pays n'est pas aussi tributaire des exportations que beaucoup d'autres pays d'Europe centrale et orientale. La flexibilité de son taux de change a aussi contribué à amortir le choc de la crise. Mais ce sont surtout les mesures prises par le gouvernement polonais à la fois avant la crise et dès son apparition qui ont permis de mettre le pays à l'abri des turbulences. Grâce à une politique budgétaire responsable tout au long des années prospères précédant la crise, le pays était dans une position financière solide lorsque celle-ci a éclaté. Le niveau d'endettement relativement faible de la Pologne a permis au gouvernement de recourir à la politique budgétaire durant la crise pour stimuler l'économie et compenser en partie le ralentissement. Le gouvernement a ainsi pu maintenir la stabilité de l'économie, même si la dette publique et le déficit se sont accrus.

En 2009, la Pologne a été l'un des premiers pays à être admis, à sa demande, à bénéficier d'un accord au titre d'un nouveau mécanisme de prêt du FMI, la ligne de crédit modulable, conçue précisément pour les pays tels que la Pologne qui ont une économie forte et dont les paramètres fondamentaux sont solides. Bien que la Pologne n'ait pas encore à ce jour tiré sur sa ligne de crédit modulable, l'approbation du FMI avait envoyé un signal fort aux investisseurs et aux marchés sur la confiance qu'il avait dans la solidité de l'économie polonaise.

Grâce à sa croissance positive et stable, la Pologne a pu continuer à relever le niveau de vie de sa population, en s'appuyant sur les mesures prises dans les années 90 pour faciliter la transition à l'économie de marché (voir encadré).



Prévisions des principaux indicateurs économiques en Pologne (en pourcentage)

	2010	2011
PIB	3,4	3,7
Prix à la consommation	2,4	2,7

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* (octobre 2010).

Le traitement de choc et la remarquable transition économique de la Pologne

Le plan élaboré pour transformer l'économie polonaise en économie de marché, approuvé par le parlement polonais en décembre 1989 après des années de déclin économique, était considéré audacieux à l'époque, mais les dirigeants, ne voyant pas d'autre solution viable, étaient décidés à aller de l'avant. Le défi était de taille : transformer le pays en une économie de marché moderne. Fort de son expérience et de son expertise, le FMI a aidé le gouvernement polonais à concevoir le programme de réforme et de stabilisation et lui a apporté son assistance technique dans les domaines fondamentaux sur lesquels repose la gestion d'une économie de marché (compétences inexistantes après des années d'économie planifiée).

La transformation de l'économie a suscité à la fois la satisfaction, devant l'abondance croissante de biens après des décennies de relative pénurie, et la surprise, les Polonais se trouvant soudain obligés d'assumer pleinement la responsabilité de leur existence.

La transition a été douloureuse pour beaucoup. Le pays est passé d'une situation quasi permanente de plein emploi dans l'économie planifiée à un chômage de 400.000 personnes dès la première année du passage à l'économie de marché, les projections laissant entrevoir la perspective d'un million de chômeurs tant que la transformation économique ne serait pas solidement implantée. Les habitants des zones urbaines bien éduqués se sont bien adaptés au nouveau marché du travail, mais beaucoup d'autres ont eu énormément de mal à retrouver un emploi, ce qui a engendré un sentiment de frustration et de marginalisation.

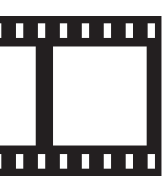
Cela dit, l'économie de marché a aussi ouvert de nouveaux horizons et posé de nouveaux défis aux nombreux Polonais qui ont su profiter des possibilités offertes pour créer leur propre entreprise. Ce sont ces chefs d'entreprise polonais qui ont donné sa première impulsion à la nouvelle économie de marché; leur réussite a suscité l'intérêt des investisseurs qui, à leur tour, ont apporté leur pierre au progrès de l'économie.

Au tout début, la croissance économique n'était pas très impressionnante; elle a même été négative les deux premières années. Une fois lancée, néanmoins, la croissance s'est accélérée pour atteindre 7 % dès le milieu des années 90. Les politiques économiques prudentes menées par le gouvernement après l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne en 2004 ont permis au pays de bien résister à la tourmente de la crise économique et financière de 2007-09 et d'être moins touché par ses répercussions que ses voisins européens et beaucoup d'autres pays du monde.

Thèmes de discussion

1. Pourquoi un pays comme la Pologne a-t-il jugé utile de se ménager l'accès éventuel à un mécanisme tel que la ligne de crédit modulable? À votre avis, sur quelles considérations les responsables polonais se sont-ils appuyés pour demander à bénéficier de la ligne de crédit modulable? Quels inconvénients éventuels leur fallait-il aussi prendre en compte? À votre avis, par quels avantages éventuels étaient-ils compensés?
2. Le film montre que la transformation économique de la Pologne a aussi eu des conséquences négatives, en particulier pour ceux qui ont perdu leur emploi et ont eu du mal à retrouver du travail dans l'économie de marché. Le passage d'une économie planifiée à une économie de marché peut-il entraîner d'autres conséquences néfastes? Dans l'affirmative, que peuvent faire les responsables pour que les citoyens en pâtissent le moins possible?
3. Quels enseignements tirer de la transformation économique de la Pologne pour d'autres pays? Quels sont à votre avis les éléments de réussite de la Pologne qui pourraient être transposés ailleurs? Quels sont ceux qui sont strictement spécifiques au contexte polonais?





Conseils de Lecture

Blogs

«iMFdirect», qui est un blog consacré aux questions d'économie et de politique économique dans le monde, affiche des commentaires sur le travail du FMI dans les domaines de l'économie et de la finance au niveau mondial et de chaque pays. Les commentaires publiés actuellement sur ce blog portent sur les politiques économiques adoptées face à la plus grande récession que le monde ait connue depuis la Grande Dépression.

<http://blog-imfdirect.imf.org/>

Le FMI vient de lancer «Diálogo a Fondo», un blog en espagnol à l'intention de l'Amérique latine, consacré aux questions internationales et aux problématiques économiques touchant le continent.

<http://blog-dialogoafondo.org/>

Le blog d'Olivier Blanchard, Conseiller économique du FMI et Directeur de son Département des études, sur le processus d'évaluation mutuelle du G-20, et le blog de James Boughton, historien du FMI, sur la gouvernance, revêtent un intérêt particulier pour les sujets abordés dans ce guide.

<http://blog-imfdirect.imf.org/bloggers/olivier-blanchard/>

<http://blog-imfdirect.imf.org/bloggers/james-boughton/>



Principales publications

Finances & Développement [publication trimestrielle sur papier et en ligne]

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2010/12/index.htm>

Bulletin du FMI en ligne [revue en ligne]

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/home.aspx>

Perspectives de l'économie mondiale

<http://www.imf.org/external/ns/cs.aspx?id=29>

Rapport sur la stabilité financière dans le monde

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/gfsr/index.htm>

Fiscal Monitor

<http://www.imf.org/external/ns/cs.aspx?id=262>

Rapports sur les Perspectives économiques régionales

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/reorepts.aspx>



Fiches techniques

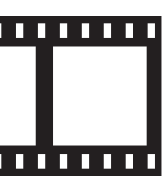
Tout au long de la crise économique de 2007–09, le FMI a fait l'objet d'une forte demande d'informations précises et à jour sur ses activités. Pour y répondre, il établit des fiches techniques claires et facilement accessibles par Internet, sur les sujets les plus importants pour les principaux interlocuteurs de l'institution ainsi que pour toutes les personnes qui s'intéressent à ses activités.

<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/list.aspx>

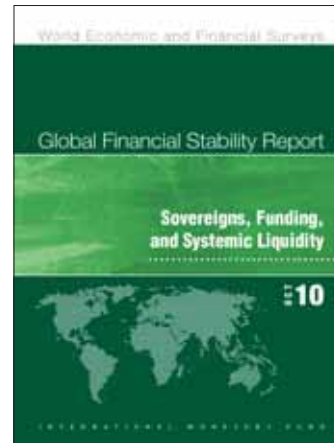
Les fiches techniques présentant un intérêt particulier pour les sujets abordés dans ce guide sont les suivantes :

- Le FMI s'adapte pour affronter la crise
<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/changingf.htm>
- Comment les décisions sont prises au FMI
<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/governf.htm>
- Comment le FMI assure la promotion de la stabilité économique mondiale
<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/globstabf.htm>
- Le processus d'évaluation mutuelle du G-20
<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/g20mapf.htm>
- Programme d'évaluation du secteur financier du FMI
<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/fsapf.htm>





- La surveillance du FMI
<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/survf.htm>
- Solidité du système financier
<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/bankingf.htm>
- Prêts du FMI
<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/howlendf.htm>
- Les prêts du FMI en temps de crise
<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/crislendf.htm>
- Le soutien du FMI aux pays à faible revenu
<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/poorf.htm>
- Les ressources du FMI
<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/finfacf.htm>
- Quotes-parts au FMI
<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/quotasf.htm>



Page Facebook du film «Le Monde interconnecté» :
<http://www.facebook.com/TheInterconnectedWorld>

Site Internet du film «Le Monde interconnecté» :
<http://www.theinterconnectedworld.com/>

Photos

Toutes les photographies reproduites dans ce guide sont tirées du film «Le Monde interconnecté», à l'exception de celles qui figurent sur les pages suivantes :

Deuxième de couverture, Romeo Ranoco/Reuters/Corbis

Page 2, FMI/Thomas Dooley

Page 10, FMI/Michael Spilotro

The Interconnected World
Study Guide (French)

